

Depuis que la Chine s'est lancée dans une politique d'ouverture économique, bien que les revenus de l'ensemble de la société se soient globalement élevés, le rythme de croissance des revenus de la population reste, selon Zhan Guoshu, loin derrière le rythme de développement économique, mais aussi loin derrière celui de l'accroissement des revenus du gouvernement. L'auteur conclut en s'interrogeant sur la capacité de mener à bien les objectifs du 12^e plan quinquennal – qui porteront très probablement une attention redoublée à l'amélioration des standards de vie de la population chinoise – à répondre aux attentes d'une population qui se sent encore aujourd'hui « injustement traitée ».

Si les auteurs sont unanimes pour s'accorder sur l'inefficacité de la nouvelle taxe foncière à court terme, Lu Yi souligne néanmoins que la présentation du programme de réforme par le Guobajiao et le lancement concret de programmes pilotes dans les villes de Shanghai et de Chongqing constituent des signaux importants pour les investisseurs. Selon lui, les effets à long terme d'une expérimentation concrète de la taxe foncière – telle qu'elle est aujourd'hui appliquée à Shanghai et à Chongqing – seront déterminants sur le marché de l'immobilier et sur l'investissement. Pour l'auteur, les programmes lancés par les deux villes constituent véritablement les symboles forts de « la fin de l'âge d'or de l'investissement immobilier » (楼市投资黄金时代将终结, *loushi touzi huangjin shidai jiang zhongjie*).



9. La quête chinoise d'un « pouvoir du discours »

MARTINA BASSAN

SOURCES :

- Liu Juntao, « Le développement de la Chine dépend de son pouvoir du discours à l'international », *Renmin wang*, 9 décembre 2010.
- Su Changhe, « Comment la Chine peut-elle fabriquer son pouvoir du discours ? », *Nanfengchuang*, 26 octobre 2010.
- Zhao Kejin, « Les relations entre puissances après la crise et la compétition sur le pouvoir du discours », *Xuexi shibao*, 30 décembre 2010.
- Zhang Zhizhou, « Le pouvoir du discours de la Chine à l'international : problèmes actuels et solutions potentielles », *Yongjia wang*, 20 mai 2010.

Les relations que la Chine entretient avec le reste du monde sont de plus en plus étroites, et son intégration au système international est aujourd'hui l'un des objectifs déclarés de la diplomatie publique chinoise. La croissance économique de la Chine, qui a dépassé 10 % en 2010, lui a donné un pouvoir d'influence remarquable sur la configuration des équilibres mondiaux. Cependant, la voie économique

n'apparaît plus aujourd'hui aux yeux des Chinois comme l'instrument prioritaire à disposition du gouvernement pour atteindre ses objectifs : le développement du pays et son intégration ne peuvent plus être dissociés de ce que l'on pourrait appeler le « pouvoir du discours de la Chine à l'international » (国际话语权 *guoji huayuquan*). L'année 2010 a été marquée par les débats sur ce sujet, et des experts chinois ont exprimé leur avis sur l'importance, pour la Chine du XXI^e siècle, d'acquérir le pouvoir de s'exprimer au-delà des frontières nationales.

Selon Zhao Kejin³⁶, la politique internationale contemporaine est une politique du pouvoir du discours : la compétition internationale repose sur la définition de critères concernant les grands enjeux et les « règles du jeu » acceptées par les États. Autrement dit, le contrôle de l'opinion publique internationale constitue l'objet principal de la rivalité contemporaine entre puissances. Il souligne à plusieurs reprises combien la possibilité de s'exprimer est liée à la puissance. Il ne s'agit pas des « droits » (权,利, *quanli*), mais du « pouvoir » (权力, *quanli*). Pour cette raison, on ne peut pas affirmer qu'« il suffit d'avoir le droit de s'exprimer pour avoir le pouvoir du discours ». Par ailleurs, continue Zhao, on ne peut pas réduire la puissance à ses dimensions économiques ou militaires. En effet, un État peut posséder un pouvoir du discours majeur sur un domaine où il est dépourvu des attributs matériels de la puissance. Dans cette perspective, le pouvoir du discours ne doit pas être confondu avec le « discours sur le pouvoir » (权力话语, *quanli huayu*), par rapport auquel « il suffit qu'un pays s'affirme pour qu'il puisse affirmer aussi son discours », mais renvoie plutôt à la puissance douce (*soft power*). Cependant, souligne enfin Zhao,

la condition essentielle pour que la puissance douce puisse se transformer en pouvoir du discours est qu'elle possède un point d'appui stratégique (战略支点, *zhanlüe zhidian*) dans la diplomatie, le commerce, la propagande, voire dans les réseaux d'échanges entre les peuples. Autrement dit, la culture en soi ne peut pas entraîner un changement, et c'est pour cette raison que considérer qu'il « suffit de renouveler la culture et la morale d'un pays pour avoir le pouvoir du discours » est une opinion erronée, parce que « le pouvoir du discours est d'abord une question politique ».

Dans le même sens, Zhang Zhizhou³⁷ voit dans le pouvoir du discours l'expression de l'autorité, du pouvoir de choisir quels sont les questions à débattre sur la scène internationale, c'est « la capacité d'exprimer et de se servir du pouvoir par le biais du langage », et de « conduire une audience à considérer certaines questions selon le point de vue chinois ». Pour atteindre cet objectif, « la Chine doit améliorer la qualité de son discours et élever sa position au sein de la structure internationale où le pouvoir du discours est situé et légitimé ».

L'apport chinois dans la formulation des sujets débattus et des règles internationales est, à présent, limité par un élément de faiblesse structurelle (结构性弱势 *jiegouxing ruoshi*), auquel s'ajoute la configuration du système international, où le discours élaboré de la Chine n'a pour l'instant guère d'influence. Zhao écarte les points de vue les plus courants dans les milieux intellectuels chinois, selon lesquels le pouvoir du discours de la Chine peut être acquis en ayant recours à deux instruments typiques de la puissance douce, à savoir l'établissement des instituts Confucius et la diffusion des médias³⁸ : la langue

36 Zhao Kejin (赵可金) est professeur associé à l'institut de recherche sur les questions internationales et au département de relations internationales de l'université Tsinghua à Pékin.

37 Zhang Zhizhou (张志洲) est professeur associé à l'Université des langues étrangères de Pékin.

38 Dans son article, Zhang Zhizhou fait référence à la « CNN chinoise » (中国, CNN *Zhongguo CNN*) : en juillet 2010, le gouvernement chinois a lancé sa propre

chinoise n'est qu'une forme d'expression, alors que le pouvoir du discours marque la force d'influence du contenu du discours ; et même si les médias ont la capacité de transmettre un discours au-delà des frontières chinoises, le cœur du problème concerne plutôt le sens du discours propagé dans le monde, et cet aspect dépend du contenu et de la qualité du discours.

Or, d'après l'auteur, la Chine doit d'abord construire son identité internationale en développant un discours qui lui appartient, et diffuser cette identité dans la société internationale en refusant d'accepter passivement les concepts occidentaux (compétiteur stratégique, puissance responsable, pays non démocratique) : « Le problème n'est pas de comprendre comment l'image internationale de la Chine est définie par l'Occident, mais plutôt que celui-ci détient le pouvoir d'expression. Il est évident qu'un pays dont l'image internationale est définie par quelqu'un d'autre aura un pouvoir de s'exprimer très limité ». En outre, il est nécessaire de développer les sciences sociales et humaines, en tant que support théorique à l'élaboration du discours, des concepts, et des théories ayant un pouvoir d'influence au niveau international : « Le milieu universitaire est le champ de bataille des idéologies et des théories nationales, et pour cette raison il est aussi le champs de bataille de la production d'un discours et du pouvoir d'expression»,

chaîne TV internationale en langue anglaise, le « CNC World » (China Xinhua News Network Corp), sur le modèle de Al-Jazeera et de la CNN. Le CNC informe de ce qui se passe en Chine et à l'international « selon la perspective chinoise », et s'inscrit dans un projet gouvernemental de promotion de l'image de la Chine à l'étranger.

« La compétition internationale repose sur la définition de critères concernant les grands enjeux et les « règles du jeu » acceptées par les Etats. »

écrit Zhao. Il en donne pour exemple les concepts de « paix démocratique », de « trois vagues de démocratisation », de « stabilité hégémonique », de « puissance douce », ou encore de liberté, démocratie, égalité, droits de l'homme, et de *rule by law*, qui font partie du discours international dominant, et qui ont été élaborés par des chercheurs. Il reproche à l'université chinoise d'avoir « importé en grande quantité les discours et les concepts occidentaux, et extrêmement peu exporté son propre discours et ses concepts originaux, riches en pouvoir d'influence ».

En conséquence, aujourd'hui « les discours dominants dans tous les domaines des relations

internationales, de l'histoire, de l'éducation, des sciences sociales, et des sciences politiques ou économiques sont occidentaux, et il n'y en a pas un seul dont le noyau de valeurs soit chinois ». Définir un noyau de valeurs fondamentales (核心价值观, *hexin jiazhi guan*) qui reposent sur la culture chinoise apparaît ainsi comme le point de départ de l'élaboration d'un discours national chinois. Le problème, nous dit Zhao, est que, à présent, ces valeurs n'ont pas encore été établies, en autres termes, elles n'existent pas, mais il est nécessaire de les créer. Comment ? En synthétisant les éléments de la culture et de la tradition chinoise avec la rationalité du discours occidental : « L'Occident au service de la Chine (洋为中用, *yang wei zhong yong*) : dans la définition d'un noyau des valeurs sociales chinoises, on devrait assimiler les éléments rationnels de la culture occidentale, mais en faisant toujours référence à la culture traditionnelle chinoise ».

Liu Zhenye³⁹ et Zhao Kejin partagent cette idée de la compétition des valeurs. Zhao limite son analyse à la rivalité sino-américaine qui « à la suite de la crise financière, est passée du domaine de la puissance matérielle à celui de la compétition sur les discours », notamment par rapport au modèle de développement proposé, où les « valeurs universelles » du consensus de Washington s'opposent au « modèle chinois ». Selon Zhao, les valeurs universelles d'égalité, de tolérance et de liberté promues par les États-Unis sont toujours présentées comme « la dernière étape du développement de la pensée de l'humanité », mais elles ne peuvent pas être imposées comme modèle universel parce qu'elles dépendent de la culture, de la société et du système politique d'un pays. La Chine ne s'oppose pas à la liberté, à la démocratie, et aux droits de l'homme, mais elle refuse le contenu individualiste assigné à ces catégories, et perçoit leur promotion comme une ingérence dans ses affaires intérieures. Zhao cherche à faire passer l'idée que la vraie démocratie, dans la perspective chinoise, est celle d'un « monde harmonieux » où tous les pays sont égaux dans le système international, alors que les États-Unis promeuvent des « droits abstraits » (抽象权利, *chouxiang quanli*), avec l'objectif final de maintenir le contrôle du système international sous l'hégémonie américaine.

Pour Zhao, si la Chine n'a pas les moyens de changer la structure de légitimité du pouvoir du discours en raison de sa position d'infériorité, elle peut néanmoins renforcer sa position en formulant une « stratégie » du discours. Plus précisément, ajoute Zhang Shengjun⁴⁰, « on ne peut pas penser remplacer le système du discours de l'Occident, il faut plutôt faire des efforts pour chercher un point d'appui, une

brèche à l'intérieur du système du discours déjà établi. Telle est la logique de la stratégie (战略逻辑, *zhanlüe luoji*) qui se cache derrière le pouvoir du discours ».

Tous ces auteurs partagent l'idée qu'il faut développer et orienter la recherche universitaire chinoise pour développer un savoir stratégique, afin de justifier une alternative à ce qu'ils qualifient d'hégémonie idéologique occidentale (话语霸权, *huayu baquan*). Cette alternative sera forte, parce que légitimée par l'autorité du savoir scientifique, et spécifique, car fondée sur la culture et la pensée chinoises. À l'instar de la diplomatie et de l'économie, la construction d'un savoir unique chinois fait désormais figure de nouvelle frontière de la compétition internationale et, en même temps, d'instrument de l'intégration de la Chine au système mondial.

39 Liu Zhenye (刘贞晔) est professeur à l'Institut de science politique et administration publique à l'Université de lois et sciences politiques de Pékin.

40 Zhang Shengjun (张胜军) est professeur à l'Université normale de Pékin.